

## La triple ambition d'Abe : un nouveau<sup>1</sup> Japon, économique, nucléaire, militaire.

Au Japon, le premier ministre Shinzô Abe (安倍晋三) a engagé son pays sur de nouvelles voies. Il en a les moyens<sup>2</sup> suite à ses succès électoraux, à la chambre des députés (décembre 2012) et au sénat<sup>3</sup> (juillet 2013), à la tête du Parti Libéral Démocrate (PLD, le *Jimintô*, 自民党, droite conservatrice). Il a détrôné le Parti Démocrate du Japon (PDJ le *Minshutô*, 民主党, centre droit) qui avait interrompu en 2009 – pour 3 ans- la domination presque continue du PLD depuis 1955. Le PDJ avait alors promis aux Japonais de s'engager sur des chemins économiques et sociaux menant vers un Etat-providence. Abe tourne résolument le dos à cette option qui fut peu suivie d'effets ; il quitte tout autant le projet de s'éloigner aussi vite que possible de l'énergie nucléaire, projet conçu dans l'urgence par le PDJ après le désastre de Fukushima (11 mars 2011). Il veut par ailleurs achever ce qu'il avait commencé en 2007 quand il avait déjà été premier ministre : construire à nouveau un « beau Japon » retrouvant la fierté nationale et jouant pleinement son rôle dans le maintien de la sécurité mondiale.

Là l'avancée est en rupture, non seulement avec les options de l'intermède du PDJ, mais avec les positions arrêtées depuis l'après-guerre. Pour Abe il s'agit de s'affranchir de ce qu'il considère comme une entrave à l'épanouissement du Japon. Il faut pour cela pouvoir disposer d'une puissante armée capable d'intervention à l'extérieur en faveur du maintien de la paix et de pratiquer la défense des alliés qui seraient attaqués, c'est-à-dire ne pas limiter les forces de défense japonaises et ne pas les restreindre à la seule défense du territoire japonais. Et pour cela envisager si nécessaire la modification de la constitution et en particulier son article 9 qui sont pour lui une triste conséquence de la défaite du Japon en 1945.

Si Abe a pu avancer sur ces nouvelles voies, il rencontre également sur des points cruciaux des résistances internes assez fortes, exercées par la société civile et devra tenir compte de l'environnement international. Précisons un peu où en est le Japon d'Abe dans ces trois directions.

En matière économique et sociale Abe s'enorgueillit d'un programme dit « **Abenomics** » qui présente pour le moment quelques résultats « objectifs » : la sortie de la déflation par une libéralisation monétaire semble réussie (inflation de 3,4% en mai 2014/mai 2013), la croissance peine (1,2% prévu par Abe pour 2014 après 1,6% en 2013) mais le taux de chômage déjà bas (4,2% à son arrivée) a été encore réduit (3,7% en juin 2014) toutefois il faut noter que les emplois sont de plus en plus précaires et à temps partiels. La société civile a mis entre parenthèses son rêve d'Etat-providence et paraît satisfaite sur ces thèmes économiques généraux bien que le pouvoir d'achat des salariés continue de décliner (depuis 1997). La grogne se fera peut-être entendre si est mise en œuvre la baisse annoncée du taux d'imposition des sociétés et plus encore si est signé l'accord en cours de négociation du libre-échange dans le Pacifique (hors Chine en particulier), dit TPP TransPacificPartnership). Sa signature signifierait de graves difficultés pour l'agriculture familiale traditionnelle à laquelle Abe voudrait substituer une agriculture industrialisée ; c'est un retournement car cette agriculture a été dans le passé un soutien continu et indispensable du PLD

---

<sup>1</sup> Voir son ouvrage de 2006 repris et complété dans une édition complète en 2013. Abe Shinzô (2006) *Utsukushii kuni e 美しい国へ* Vers un beau pays Tokyo, Bungei Shunjû. Abe Shinzô (2013) *Atarashii kuni e 新しい国へ* – vers un nouveau pays édition complète Utsukushii kuni he kanzenban 美しい国へ完全版

<sup>2</sup> Shinzô Abe a obtenu les pleins pouvoirs avec le parti libéral démocrate (*Jimintô*, 自民党) de par le vote aux législatives de 25% des électeurs seulement ce qui a été possible car seuls 59,3% des électeurs ont voté, parmi lesquels 43% pour le PLD-. Il exerce le contrôle sur le Sénat grâce à son allié le parti dit du *nouveau komeitô* (公明党, *parti éclairé*) tandis qu'à la Chambre des députés il peut exercer seul le pouvoir avec une large majorité acquise lors des élections de décembre 2012. D'ici aux prochaines élections en 2016, le premier ministre et son parti PLD sont donc dans une position dominante comme celle dont ce parti avait disposé durant une cinquantaine d'années après la guerre presque sans discontinuité jusqu'en 2008. Une note postée l'an dernier sur altersocietal (<http://www.altersocietal.org/documents/duneuf/mh-duneuf-13-07-21.pdf>) offre une brève histoire des forces politiques au Japon depuis l'après-guerre et interroge : « Après sa victoire électorale de 2013, où Abe mènera-t-il le Japon ? ».

<sup>3</sup> La chambre haute (issue de la chambre des pairs (貴族院, *Kizoku'in*) d'avant la défaite) est dite au Japon, chambre des conseillers (参議院, *Sangi'in*) ou des sénateurs, élus pour six ans renouvelables par moitié tous les 3 ans. Elle forme la Diète (国会, *Kokkai*), le parlement japonais, avec la chambre basse, celle des représentants (衆議院, *Shûgi-in*), dits aussi députés, élus pour 4 ans mais qui peut être dissoute par l'empereur à la demande du premier ministre.

qui, en échange, l'organisait et la protégeait. Par ailleurs le relèvement en avril 2014 – supposé aider à réduire une dette publique égale à 225% du PNB- de la taxe à la consommation de 5 à 8% - qui a soutenu l'inflation- aurait pu soulever des protestations de nature à gêner Abe, il n'en a rien été, mais la menace pèse et Abe attend la fin de cette année pour confirmer le projet de la porter à 10% en octobre 2015.

Pour Abe, la dynamique économique relancée a besoin de l'énergie nucléaire, mais sur cette question énergétique, il est loin d'être suivi largement. Abe a présenté en avril 2014 un nouveau plan pour l'Energie à 20 ans qui tourne le dos au projet du gouvernement précédent d'abandonner l'énergie nucléaire d'ici 2030. Abe prévoit certes d'autres sources d'énergies renouvelables pour diminuer la dépendance vis-à-vis du nucléaire mais souligne que seule l'énergie nucléaire peut fournir de façon stable et à bas prix de l'énergie 24h sur 24. En conséquence il faut remettre en route, quand ils auront satisfait aux normes, les réacteurs qui sont actuellement tous arrêtés<sup>4</sup>. La première centrale à présenter une situation jugée conforme a été celle de Kagoshima<sup>5</sup> (Sendai). Quand sera-t-elle remise en marche ? Abe et le lobby du village nucléaire y poussent en sous-main car personne ne veut en prendre la responsabilité, illustrant le fait que la société japonaise a érigé l'irresponsabilité en système<sup>6</sup>. Le directeur de l'agence de sécurité nucléaire a précisé qu'il ne fait que vérifier la conformité aux normes, le gouvernement a indiqué qu'il ne prendrait pas de décision politique et qu'il laisserait les procédures légales suivre leur cours, les compagnies demanderont les autorisations des autorités locales concernées<sup>7</sup>. Ces autorités locales touchent d'importantes subventions pour le fonctionnement des centrales et les compagnies d'électricité font des versements occultes systématiques à quelques-uns de leurs élus<sup>8</sup>. Un redémarrage pourrait avoir lieu en septembre sauf si la société civile s'y oppose suffisamment. Plusieurs anciens premiers ministres et non des moindres<sup>9</sup>, des membres du PLD : Nakasone (中曾根) et Koizumi (小泉 純), comme des membres du DPJ, Kan (菅) et Hatoyama (鳩山), militent pour l'arrêt du nucléaire au Japon<sup>10</sup>. Un sondage mené en avril dernier auprès d'un millier de personnes du département de

<sup>4</sup> 4 réacteurs étaient supposés fin mai présenter leur demande dès que l'autorité de régulation nucléaire aurait publié officiellement les nouveaux critères ce qu'elle devait faire avant le 18 juillet (Asahi shinbun, 30 mai 2014).

<sup>5</sup> La centrale nucléaire s'appelle centrale de Sendai (川内), propriété de Kyushu Electric ayant obtenu son certificat de conformité le 16 juillet 2014, elle est située dans la ville de Satumasendai (薩摩川内市 *Satumasendai-shi*) issue de la réunion de plusieurs communes en 2004 autour de Sendai dans l'île de Kyūshū (九州); ne pas confondre avec la capitale du Tōhoku (東北), Sendai (仙台).

<sup>6</sup> Après la défaite on parlait au Japon de cent millions de repentins (*ichioku sōzange* 一億総懺悔), c'est-à-dire qu'on divisait la responsabilité entre les cent millions de Japonais, tant est si bien qu'au procès de Tokyo, les chefs militaires et de gouvernement déclarent qu'ils ne voulaient pas la guerre, mais aucun n'avait pu s'opposer au cours des choses poussé par la volonté générale de la faire, sans même que l'empereur en tête ait pu y faire quelque chose. « La perte de contrôle d'un peuple vient d'abord de cet écrasement de l'individualité et de la perte de responsabilité qu'il entraîne » selon Katō Shūichi (加藤 周一 cet intellectuel francophile et francophone remarquable né en 1919 a bouleversé, alors qu'il n'avait que 36 ans, l'intelligentsia japonaise et sa vision de la culture japonaise en publiant en juin 1955 dans la revue intellectuelle *La pensée - Shisō* (思想) « L'hybridité de la culture japonaise – *Nihon bunka no zasshūsei* 日本文化の雑種性 ». Il a été médecin, historien des idées et de la littérature, professeur d'université au Japon et à l'étranger, essayiste, analyste politique, je le cite ici d'après une longue interview accordée en 2001 à Julie Brock et publiée dans *Daruma* n°12/13, 2002-2003, p. 305-380, p. 373 ; il s'est efforcé toute sa vie de faire avancer la démocratie responsable et pacifiste au Japon tout en approfondissant son analyse de la pensée japonaise dont il a publié (Tokyo, Iwanami Shoten) une synthèse en 2007 - juste un an avant sa mort-, dans un ouvrage traduit en français et publié par le CNRS (Paris, 2009, Ch. Sabouret) *Le temps et l'espace dans la culture japonaise – nihon bunka ni okeru jikan to kūkan* 日本文化における時間と空間. Il s'est en partie appuyé sur les analyses de son aimé et ami Masao Maruyama (丸山真男, 1914-1996) selon lequel la structure sociale japonaise s'est construite depuis les temps très reculés sur la base de ce « système d'absence de responsabilité » qu'il dénomme ainsi (*musekinin taisei* 無責任 体制 in « Logique et psychologie de l'ultranationalisme – *chōkokkashugi no ronri to shinri* 超国家主義の論理と心理 » publié dans la revue *Le Monde – Sekai* 世界 en 1946. En français a été traduit et publié de Maruyama, au PUF (Paris) en 1996, son *Essai sur la pensée politique du Japon* (*Nihon seiji shisōshi kenkyū* 日本政治思想史研究 qui était sorti en 1952 au Japon).

<sup>7</sup> Celles-ci ont en charge de prévoir des plans d'évacuation efficaces en cas de sinistre (mais non expertisés par l'agence).

<sup>8</sup> Depuis le sinistre de Fukushima les révélations témoignant de cette corruption par le « village nucléaire » se sont multipliés. Les dernières sont celles d'un ancien dirigeant d'une compagnie électrique (Chubu) confirmées au moins partiellement par un ancien gouverneur de province bénéficiaire dans le journal *Asahi* du 21 juillet 2014 ([http://ajw.asahi.com/article/behind\\_news/social\\_affairs/AJ201407210047](http://ajw.asahi.com/article/behind_news/social_affairs/AJ201407210047)): il ajoute que rien ne lui a été demandé en échange.

<sup>9</sup> Du PLD, Yasuhiro Nakasone (中曾根 康弘) qui a été premier ministre de 1982 à 1987, il a 96 ans aujourd'hui et Junichirō Koizumi (小泉 純一郎), qui a été premier ministre de 2001 à 2006, très actif; du DPJ, Naoto Kan (菅 直人) premier ministre de 2010 à 2011 qui a dû gérer le 11 mars et qui est lui aussi très actif, et Yukio Hatoyama (鳩山 由紀夫) premier ministre après la victoire du DPJ, de 2009 à 2010.

<sup>10</sup> Voir l'article de Andrew de Witt « Just Gas? Smart Power and Koizumi's Anti-Nuclear Challenge (ただのちゃらかし? 高性能電源と小泉純一郎の原発への挑み) » *The Asia-Pacific Journal*, Volume 11, Issue 50, No .3, December 16, 20 13.

Kagoshima indiquait que 59,5 % des sondés étaient opposés au redémarrage<sup>11</sup>. Le 28 juin 2014, une manifestation importante a réuni dans les rues de Tokyo plus de 5 000 personnes pour demander l'arrêt des centrales. Affaire à suivre.

L'autre grande question politique pour laquelle Abe s'est engagé fortement et où il fait face à une réaction significative de la société civile concerne l'affirmation du Japon sur la scène géopolitique internationale et d'abord asiatique. Abrisé sous la protection militaire conventionnelle et nucléaire des Etats-Unis, le Japon a exercé une sorte de magistère économique sur l'Asie de l'Est tout en devenant un acteur majeur de l'économie et de l'industrie mondiale. Cette place lui est disputée par la Chine<sup>12</sup> qui lui conteste en outre les îlots Senkaku<sup>13</sup> en violant régulièrement depuis 2010 son espace aérien et sa zone maritime. La constitution japonaise, avec son article 9 interdit au Japon d'avoir une armée d'intervention et l'oblige à n'entretenir que des forces limitées à l'autodéfense de son territoire. Le Japon pacifique devait confier sa sécurité à l'ONU. Mais en fait le système de sécurité du Japon a été fondé sur une alliance signée avec les Etats-Unis dans des conditions qui furent contestées violemment par la gauche et par le peuple. Leur attachement au pacifisme, suite aux mauvaises expériences du militarisme Japonais et des bombardements atomiques américains a fini par s'accommoder de ces accords qui comportaient la non-nucléarisation militaire du territoire japonais et maintenait le principe pacifique. La sensibilité de la société civile est restée extrême sur ces points. Et les presque 60 000 militaires américains sur les bases américaines, principalement à Okinawa – outre les 2 milliards de dollars/an versés par le Japon, pèsent sur la population au moins autant qu'ils rassurent.

Abe qui veut affirmer la place du Japon face à la Chine, pense nécessaire un important renforcement de la puissance de feu japonaise et l'extension accrue de ses possibilités d'emploi à l'étranger ; des forces dite d'auto-défense japonaises ont commencé à être employées à l'étranger depuis 1992, mais elles étaient cantonnées à des opérations de maintien de la paix dont le Japon est surtout un contributeur financier. Mais pour être sûr que les Etats-Unis tiendraient leur promesse et défendraient bien les Senkaku si la Chine les envahissait, Abe pense que le Japon doit aller plus loin et montrer qu'il est un allié crédible des Etats-Unis. Pour cela il veut pouvoir assurer les Américains que si un de leurs avions était menacé par un missile nord-coréen, les forces japonaises interviendraient. C'est autoriser l'autodéfense collective. C'est selon Abe passer du pacifisme passif au pacifisme pro-actif. Il a annoncé le 1<sup>er</sup> juillet 2014 qu'il considérait que l'article 9 permet cela et qu'il allait – démocratiquement- c'est-à-dire par la procédure législative, prendre les mesures nécessaires dans les mois qui viennent pour que cela soit mis en place. La veille de cette annonce 10 000 Japonais manifestaient dans la rue<sup>14</sup> et les principaux journaux du pays Asahi, Mainichi et Japan Times protestaient d'une atteinte aux fondements de la démocratie japonaise ; seul le Yomiuri et l'extrême droite saluaient ce qu'ils appelaient une décision historique. Ce serait à n'en pas douter un changement modifiant les équilibres en Asie et montrant nettement un Japon militairement actif dans le sillage des options militaires stratégiques des Etats-Unis. Ici aussi, affaire à suivre.

---

<sup>11</sup> Voir *Japan Times* du 17 juillet 2014 (<http://www.japantimes.co.jp/news/2014/07/17/national/responsibility-for-reactor-restarts-a-hot-potato/#.U818rrE3-2R>).

<sup>12</sup> Le PNB de la Chine a dépassé celui du Japon en 2010 devenant le 2<sup>ème</sup> PNB mondial, la Chine est aussi passée devant le Japon comme premier créancier étranger du Trésor américain.

<sup>13</sup> Ces petites îles inhabitées étaient « terra nullius » mais sont devenues officiellement territoire Japonais lors du traité de Shimonoseki signé en 1895 par le Japon avec la Chine qui a dû en particulier céder au Japon, Taïwan et les îles environnantes. Après 1945 le Japon cède ces îles à la Chine mais elles sont mises sous tutelle américaine. Celle-ci ne sera pas exercée directement sur Taïwan qui passe en 1949 sous le contrôle du Kuomintang de Chiang Kai Chek quand la Chine devient communiste sous Mao Zedong. Mais les Senkaku sont passés sous administration américaine avec l'archipel d'Okinawa et retournées au Japon en même temps que l'archipel d'Okinawa en 1972. La Chine –qui les appelle Diaoyutai - les a alors réclamées dès 1971.

<sup>14</sup> Selon Asahi Shinbun du 1<sup>er</sup> juillet.